



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.954/2/V
du 7 septembre 2016

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
insertion de Bruxelles
Prévention & Sécurité dans le
champ d'application de
diverses réglementations
applicables à la fonction
publique régionale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.954/2/V
van 7 september 2016

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende
toevoeging van Brussel
Preventie & Veiligheid in het
toepassingsgebied van diverse
reglementeringen die gelden
voor het gewestelijk openbaar
ambt'

Le 27 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 12 septembre 2016, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant insertion de Bruxelles Prévention & Sécurité dans le champ d'application de diverses réglementations applicables à la fonction publique régionale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 27 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 12 september 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende toevoeging van Brussel Preventie & Veiligheid in het toepassingsgebied van diverse reglementeringen die gelden voor het gewestelijk openbaar ambt'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Dès lors que l'arrêté en projet apporte des modifications à diverses réglementations applicables à la fonction publique régionale bruxelloise, ainsi qu'il ressort de son intitulé, il doit à tout le moins être soumis à l'accord du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la Fonction publique. Or, il ne ressort d'aucune pièce annexée au projet que cet accord a été obtenu.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est le Ministre compétent en matière de Fonction publique en vertu de l'article 2, 9°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2014 'fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale' et ce même si une secrétaire d'État a été chargée de cette matière.

Le Ministre-Président est également le ministre proposant mais au titre de Ministre en charge des Pouvoirs locaux. Partant, l'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité et consacrera un visa à cet accord sur le texte en projet.

2. En complément à sa demande d'avis, l'auteur du projet a transmis au greffe du Conseil d'État ce qu'il a indiqué être l'accord du Ministre du Budget.

Or, le document transmis, effectivement intitulé « Accord du Ministre du Budget », a pour objet « Brussel Preventie & Veiligheid – Keuze van een gebouw » et semble donc être étranger à l'arrêté examiné.

Il s'ensuit que le Conseil d'État ne dispose d'aucune pièce attestant du bon accomplissement de cette formalité. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de celle-ci et en fera mention au préambule du texte en projet.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale', un trait d'union sera inséré entre les mots « Bruxelles » et « Prévention ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet ¹⁻².

PRÉAMBULE

1. Bruxelles – Prévention & Sécurité est un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 mai 2015.

Aucune ordonnance n'a inscrit cet organisme dans l'une des catégories des organismes d'intérêt public mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public'. Il en résulte que le statut administratif et pécuniaire des agents de cet organisme est fixé non sur la base de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954, erronément mentionnée au préambule du projet, mais sur la base du seul fondement juridique de l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 mai 2015.

Par conséquent l'alinéa 1^{er} sera omis

2. À l'alinéa 3 est mentionné l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'. Or, cet arrêté ne constitue ni un fondement juridique de l'arrêté en projet, ni un texte modifié par celui-ci. Partant, l'alinéa 3 doit être omis.

Cependant, il peut être considéré que cet arrêté du Gouvernement du 27 mars 2014 fait partie du cadre juridique dans lequel le projet examiné est pris, de sorte que la mention de son existence peut être envisagée sous la forme d'un considérant du préambule ³.

3. L'auteur du projet doit mentionner au préambule tous les actes modifiés par celui-ci dans l'ordre décroissant de leur rang dans la hiérarchie des normes et, à égalité de rang dans la hiérarchie, dans l'ordre chronologique en commençant par le plus ancien ⁴.

Ainsi, un visa doit être ajouté au préambule du projet, faisant mention de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 2011 'relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certaines institutions publiques de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux', dès lors qu'il est modifié par l'article 6 du projet. Ce visa doit être inséré entre l'alinéa 8 et l'alinéa 9.

¹ Voir en ce sens l'avis 58.027/2/V donné le 9 septembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 1^{er} octobre 2015 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de Bruxelles – Prévention & Sécurité'.

² Outre certaines observations particulières, voir les articles 3, 4, 5 et 7 du projet.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 25.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 29.

4. Les formalités obligatoires accomplies doivent être mentionnées au préambule après l'indication du fondement juridique et des actes éventuellement modifiés, retirés ou abrogés et ce, dans leur ordre chronologique en commençant par la plus ancienne⁵.

Doivent ainsi être visés au préambule, par l'ajout de nouveaux alinéas :

– le « test gender » du 22 avril 2016, réalisé en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' ;

– l'avis de l'Inspecteur des Finances du 25 avril 2016.

5. L'alinéa 10 du préambule vise « le protocole n° XXX du Comité du Secteur XV du XXX ». Faisant suite à la demande du greffe du Conseil d'État, la déléguée du Ministre-Président a transmis un protocole du secteur XV. Or, ce document a pour objet « Bruxelles Prévention & Sécurité (contractuels) – Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Bruxelles Prévention & Sécurité ». Il semble dès lors être étranger à l'arrêté examiné.

Il s'ensuit que la section de législation du Conseil d'État ne dispose d'aucune pièce attestant du bon accomplissement de cette formalité. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de celle-ci et complètera en conséquence l'alinéa du préambule y relatif.

6. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 59.954/2/V du Conseil d'État, donné le 7 septembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁶.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner toutes les modifications antérieures encore en vigueur⁷.

2. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 1990 'portant création de comités de concertation de base dans le ressort du Comité de Secteur Région de Bruxelles-Capitale', contient déjà les dispositions 14^o et 15^o.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 34.

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 113.

Par conséquent, à l'article 1^{er}, les mots « il est ajouté un tiret, libellé comme suit : '14° Bruxelles prévention & Sécurité' » seront remplacés par les mots « il est ajouté une disposition 16°, rédigée comme suit : '16° Bruxelles – Prévention & Sécurité' ».

Article 2

Il y a lieu de d'écrire « 13° de Bruxelles – Prévention & Sécurité ».

Article 3

Les mots « un tiret, libellé » seront remplacés par les mots « une disposition 15°, rédigée ».

Article 6

1. La modification apportée par l'article 6 du projet, visant à remplacer les mots « 26 septembre 2002 » par les mots « 27 mars 2014 » à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 2011 'relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certaines institutions publiques de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux', est déjà prévue par l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 2016 'portant le statut administratif et pécuniaire du personnel du bureau bruxellois de la planification', qui n'est toutefois pas encore entré en vigueur. Il n'y a pas lieu de projeter une deuxième fois cette modification.

2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 2011 contient déjà une disposition 6°, insérée par l'article 47 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de Bruxelles Gaz Électricité (BRUGEL)' ⁸. Partant, l'article 6 du projet sera rédigé comme suit :

« Art. 6. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 2011 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certaines institutions publiques de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux, il est ajouté une disposition 7°, rédigée comme suit :

'7° Bruxelles – Prévention & Sécurité' ».

⁸ Cet arrêté du 23 mai 2014 étant entré en vigueur le 1^{er} mai 2016 en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 avril 2016 'fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions applicables au personnel de « Bruxelles Gaz Électricité » (BRUGEL)'.

Article 7

Il y a lieu d'écrire « il est ajouté une disposition 6°, rédigée comme suit : ».

Articles 8 et 9

Les articles 8 et 9 seront intervertis⁹.

Article 9

Il résulte de l'article 9 que l'arrêté en projet entrera en vigueur « le jour de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 28 mai 2015 ».

Il convient de compléter l'article 9 en précisant l'intitulé complet de l'ordonnance du 28 mai 2015.

Par ailleurs, l'article 13 de cette ordonnance prévoit qu'elle « entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement ». L'article 9, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 28 mai 2015, qui procure fondement juridique au projet examiné, est entré en vigueur le 23 novembre 2015, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2015 'fixant la date d'entrée en vigueur de certains articles de l'ordonnance du 28 mai 2015 créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale'.

Il en résulte qu'un effet rétroactif est conféré à l'arrêté en projet.

Sur ce point, il doit être rappelé qu'il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

La rétroactivité déduite de l'article 9 du projet ne peut se justifier que si elle s'inscrit dans une des hypothèses précitées, sinon la disposition sera revue.

*

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 45, 140, 157 et 168.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Daar het ontwerpbesluit, zoals uit het opschrift ervan blijkt, wijzigingen aanbrengt in verschillende regelgevingen die gelden voor het gewestelijk openbaar ambt, is op zijn minst de akkoordbevinding vereist van de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor het Openbaar Ambt. Uit geen enkel stuk dat bij het ontwerp is gevoegd blijkt echter dat de genoemde minister het ontwerp akkoord heeft bevonden.

Krachtens artikel 2, 9°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 20 juli 2014 ‘tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering’ is de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de minister die bevoegd is voor het Openbaar Ambt, zelfs indien een staatsecretaris met die aangelegenheid belast is.

De minister-president is tevens de voordragende minister, maar in zijn hoedanigheid van minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen. De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld en moet de akkoordbevinding betreffende de ontwerptekst in een aanhefverwijzing vermelden.

2. Ten aanvulling van zijn adviesaanvraag heeft de steller van het ontwerp aan de griffie van de Raad van State een document overgezonden dat hij als akkoordbevinding van de minister van Begroting heeft aangemerkt.

Het overgezonden document, dat inderdaad het opschrift “Begrotingsakkoord” draagt, gaat echter over “Brussel Preventie & Veiligheid – Keuze van een gebouw” en heeft, naar het zich laat aanzien, dus niets met het voorliggende besluit te maken.

De Raad van State beschikt bijgevolg over geen enkel stuk waaruit blijkt dat dat vormvereiste naar behoren is vervuld. De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld en moet daar in de aanhef van de ontwerptekst melding van maken.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Overeenkomstig artikel 3 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht’ moet een liggend streepje worden geplaatst tussen de woorden “Brussel” en “Preventie”.

Die opmerking geldt voor heel het ontwerp.¹⁻²

AANHEF

1. Brussel - Preventie & Veiligheid is krachtens artikel 3, eerste lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015 een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die instelling is bij geen enkele ordonnantie gerangschikt onder een van de categorieën van instellingen van openbaar nut die worden vermeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’. Bijgevolg worden het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van die instelling niet vastgesteld op basis van artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954, dat verkeerdelijk in de aanhef van het ontwerp wordt vermeld, maar ligt de rechtsgrond ervan enkel in artikel 9, eerste lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015.

Het eerste lid moet bijgevolg worden weggelaten.

2. In het derde lid wordt melding gemaakt van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. Dat besluit biedt echter geen rechtsgrond aan het ontworpen besluit en wordt er evenmin door gewijzigd. Het derde lid moet dan ook worden weggelaten.

Er kan evenwel van worden uitgegaan dat dat besluit van de regering van 27 maart 2014 deel uitmaakt van het juridisch kader waarbinnen het voorliggende ontwerp is vastgesteld, zodat het bestaan ervan in de aanhef kan worden vermeld in de vorm van een overweging.³

3. De steller van het ontwerp moet in de aanhef alle handelingen vermelden die door het ontwerp worden gewijzigd, waarbij hogere regelingen telkens vooraf moeten gaan aan lagere

¹ Zie in die zin advies 58.027/2/V, op 9 september 2015 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 oktober 2015 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussel - Preventie & Veiligheid’.

² Zie, naast een aantal bijzondere opmerkingen, de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het ontwerp.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 25.

en regelingen van dezelfde rangorde in chronologische volgorde vermeld moeten worden, te beginnen met de oudste.⁴

Bijgevolg moet in het ontwerp een aanhefverwijzing worden toegevoegd die melding maakt van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 februari 2011 ‘betreffende de rechtshulp aan de personeelsleden van bepaalde openbare instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de schadeloosstelling van door hen opgelopen zaakschade’, aangezien dat besluit bij artikel 6 van het ontwerp wordt gewijzigd. Die aanhefverwijzing moet tussen het achtste en het negende lid worden geplaatst.

4. De vervulde verplichte vormvereisten moeten in de aanhef worden vermeld na de opgave van de rechtsgrond en van de eventueel gewijzigde, ingetrokken of opgeheven teksten, ze moeten in chronologische volgorde worden vermeld, te beginnen met de oudste.⁵

Aldus moet in de aanhef het volgende worden vermeld in nieuw toe te voegen leden:

– de “gendertest” van 22 april 2016, uitgevoerd krachtens artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’;

– het advies van de inspecteur van Financiën van 25 april 2016.

5. In het tiende lid van de aanhef wordt “het protocol nr. XXX van het Sectorcomité XV van XXX” vermeld. Op een verzoek van de griffie van de Raad van State heeft de gemachtigde van de minister-president een protocol van sector XV overgezonden. Dat document gaat echter over “Brussel Preventie & Veiligheid (contractuele personeelsleden) – Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van Brussel Preventie & Veiligheid”. Het heeft, naar het zich laat aanzien, dus niets met het voorliggende besluit te maken.

Bijgevolg beschikt de afdeling Wetgeving van de Raad van State over geen enkel stuk waaruit blijkt dat dat vormvereiste naar behoren is vervuld. De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld en moet het betreffende lid van de aanhef dienovereenkomstig aanvullen.

6. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op advies 59.954/2/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁶

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 29.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 34.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de inleidende zin moeten alle nog geldende vroegere wijzigingen worden vermeld.⁷

2. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 december 1990 ‘houdende oprichting van basisoverlegcomités in het gebied van het Sectorcomité Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’ bevat reeds een punt 14° en een punt 15°.

In artikel 1 moeten de woorden “wordt een streepje toegevoegd dat luidt als volgt: ‘14° Brussel Preventie & Veiligheid’” bijgevolg worden vervangen door de woorden “wordt een punt 16° toegevoegd dat luidt als volgt: ‘16° Brussel – Preventie & Veiligheid’”.

Artikel 2

In de Franse tekst moet “13° de Bruxelles – Prévention & Sécurité” worden geschreven.

Artikel 3

De woorden “een streepje toegevoegd dat” moeten worden vervangen door de woorden “een punt 15° toegevoegd dat”.

Artikel 6

1. Bij artikel 6 van het ontwerp worden de woorden “26 september 2002” in artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 februari 2001 ‘betreffende de rechtshulp aan de personeelsleden van bepaalde openbare instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de schadeloosstelling van door hen opgelopen zaakschade’ vervangen door de woorden “27 maart 2014”. In die wijziging is reeds voorzien bij artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 februari 2016 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van het Brussels Planningsbureau’, dat evenwel nog niet in werking is getreden. Ze moet niet nog een tweede keer worden ontworpen.

2. Artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 februari 2011 bevat reeds een punt 6°, ingevoegd bij artikel 47 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2014 ‘houdende het administratief statuut en de

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 113.

bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussel Gas Elektriciteit (BRUGEL)'.⁸ Bijgevolg moet artikel 6 van het ontwerp worden geredigeerd als volgt:

“Art. 6. In artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 februari 2011 betreffende de rechtshulp aan de personeelsleden van bepaalde openbare instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de schadeloosstelling van door hen opgelopen zaakschade wordt een punt 7° ingevoegd dat luidt als volgt:

‘7° Brussel – Preventie & Veiligheid’”.

Artikel 7

In de Franse tekst schrijve men “il est ajouté une disposition 6°, rédigée comme suit:”.

Artikelen 8 en 9

De artikelen 8 en 9 moeten onderling van plaats worden verwisseld.⁹

Artikel 9

Uit artikel 9 blijkt dat het ontworpen besluit in werking treedt “op de dag waarop de ordonnantie van 28 mei 2015 in werking treedt”.

Artikel 9 moet worden aangevuld met het volledige opschrift van de ordonnantie van 28 mei 2015.

Voorts treedt die ordonnantie krachtens artikel 13 ervan “in werking op de dag die wordt vastgesteld door de Regering”. Artikel 9, eerste lid, van de ordonnantie van 28 mei 2015, dat rechtsgrond verleent aan het voorliggende ontwerp, is op 23 november 2015 in werking getreden, in overeenstemming met artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 november 2015 ‘tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van bepaalde artikelen van de ordonnantie van 28 mei 2015 tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht’.

Daaruit volgt dat aan het ontworpen besluit terugwerkende kracht wordt verleend.

⁸ Krachtens artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 april 2016 ‘tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van “Brussel Gas Elektriciteit” (BRUGEL)’ is dat besluit van 23 mei 2014 op 1 mei 2016 in werking getreden.

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 45, 140, 157 en 168.

Wat dat betreft, moet eraan herinnerd worden dat aan besluiten slechts onder bepaalde voorwaarden terugwerkende kracht kan worden verleend, met name indien daarvoor een wettelijke grondslag bestaat, wanneer de terugwerkende kracht betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent of in zoverre ze noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties worden aangetast.

De terugwerkende kracht die uit artikel 9 van het ontwerp voortvloeit, is alleen verantwoord als ze in één van die gevallen valt in te passen. Anders moet de bepaling worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY